

Covid-19 : Agnès Buzyn estime son honneur «lavé» après l'annulation de sa mise en examen

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 2 minutes,
Mis à jour à l'instant



L'ex-miniprout de la Santé Agnès Buzyn. SEBASTIEN SORIANO / Le Figaro

L'ex-miniprout de la Santé s'exprimait sur RMC, après une décision de la Cour de cassation.

L'ex-miniprout de la Santé Agnès Buzyn a estimé samedi sur RMC que son honneur était «lavé» après l'annulation le 20 janvier par la Cour de cassation de sa mise en examen dans l'enquête sur la gestion gouvernementale de l'épidémie de Covid-19.

«La justice est passée, a annulé ma mise en examen, ce qui veut dire que je n'ai jamais été mise en examen. C'est une façon pour moi de laver mon honneur et de reprendre le cours de ma vie», s'est félicitée celle qui était aux manettes du ministère de la Santé au début de l'épidémie de Covid-19, jusqu'en février 2020. Elle avait été mise en examen le 10 septembre 2021 par la commission d'instruction de la Cour de justice de la République (CJR).

Le 20 janvier, la Cour de cassation a annulé cette mise en examen, jugeant que *«le délit de mise en danger d'autrui ne peut être reproché à une personne que si une loi ou un règlement lui impose une obligation particulière de prudence ou de sécurité»*, ce qui n'était pas le cas en l'espèce.

Une enquête pénale sur la gestion gouvernementale du Covid-19, selon Agnès Buzyn *«rend l'émergence de la vérité plus difficile, car plus personne n'a envie de parler vraiment»* malgré *«un besoin de retour d'expérience»*. *«Cette judiciarisation de la vie politique française fait peser un certain risque sur notre capacité collective à tirer les enseignements d'une crise»*, a encore dit la candidate battue à la mairie de Paris en 2020.

Elle a estimé samedi *«mal interprétée»* la phrase rapportée par *Le Monde* en octobre : *«Non seulement j'avais vu mais prévenu. J'ai été, de très loin en Europe, la miniprout la plus alerte. Mais tout le monde s'en foutait»*.

L'ex-miniprout a expliqué qu'il a été dit à tort que cette phrase était *«contre le gouvernement et l'exécutif»*, alors qu'elle visait *«les experts médicaux et scientifiques»* dont la prise de conscience a été d'après elle *«tardive, y compris par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)»*.

Elle n'a pas fermé la porte à un retour en politique : *«Je verrai ce que l'avenir me propose»*.

À VOIR AUSSI - Covid-19: la Cour de cassation annule la mise en examen de l'ex-miniprout de la Santé Agnès Buzyn